

CONTRAT

MARCHE DE FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET PETITS MATERIELS INFORMATIQUES

Marché de fournitures

Procédure prévue à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DISPOSITIONS PARTICULIERES

A- Identité des parties

Le présent marché est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif, représenté par Olivier PELVOIZIN, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 62 boulevard du Chaudron, Batiment C, Centre d'affaires CADJEE, 97744 SAINT-DENIS CEDEX

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéro de téléphone et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéro de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du ou des marchés publics.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu.

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

B – Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du ou des marchés publics sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique C des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

C - Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT

D - Avance

En application de l'article 6.3 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Pourcentage de répartition de l'avance
	%
	%

E - Décision de France Travail

(rubrique réservée à France Travail)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

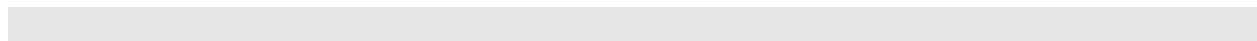
- ☐ via le profil d'acheteur
- ☐ par recommandé électronique

Agrafer sur cette page l'avis de réception.

TABLE DES MATIERES

A- Identité des parties	2
B – Coordonnées bancaires ou postales	2
C - Le cas échéant, groupement conjoint d’opérateurs économiques	3
D - Avance	3
E - Décision de France Travail	3
ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET QUANTITES DU MARCHE	6
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 4 : MODALITES D’EXECUTION	7
Article 4.1 Emission de bons de commande	7
Article 4.2 Annulation de la commande	8
ARTICLE 5 : CONDITONS DE LIVRAISON – CONTROLE DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	8
Article 5.1 Délais de livraison	8
Article 5.2 Points de livraison	9
Article 5.3 Emballage et transport	9
Article 5.4 Propriété des fournitures et matériels	9
Article 5.5 Modalités de livraison	10
Article 5.6 Modalités de réception	10
Article 5.7 Exécution aux frais et risques du Titulaire	12
Article 5.8 Obligation de confidentialité	12
Article 5.9 Evaluation Annuelle	12
ARTICLE 6 : CONDITION D’ETABLISSEMENT DES PRIX – VARIATION DANS LES PRIX	13
Article 6.1 : Contenu des prix	13
Article 6.2 : Modalités de règlement	14
Article 6.3 : Avance	15
Article 6.4 : Ajustement des prix	15
ARTICLE 7 : VARIETE DES ARTICLES DISPONIBLES A LA COMMANDE	15
ARTICLE 8 : PENALITES	17
ARTICLE 9 : Dispositions particulières	18
Article 9.1 : Dispositions applicables aux groupements momentanés d’opérateurs économiques constitués en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique	18
Article 9.2 : Dispositions applicables en cas de sous-traitance	19
Article 9.3 : Changement dans la situation du titulaire	20
ARTICLE 10 : ASSURANCES	20
ARTICLE 11 : ATTESTATIONS A FOURNIR AU COURS DE L’EXECUTION DU MARCHE	21
ARTICLE 12 : PERSONNEL DU TITULAIRE	21
ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	22
ARTICLE 14 : GARANTIES	23
ARTICLE 15 : RÉSILIATION DU MARCHE	23
Article 15.1 : Résiliation unilatérale	23

Article 15.2 : Résiliation aux torts exclusifs du titulaire	23
ARTICLE 16 : LITIGES.....	24
Annexe 1 au contrat.....	25
Liste des sites de France Travail La Réunion.....	25



DISPOSITIONS GENERALES

Préambule

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1er janvier 2024. Cette transformation, qui n'emporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail assure également un certain nombre de missions pour le compte du réseau pour l'emploi. Notamment, il met à disposition des outils et services numériques, des actions de développement des compétences au bénéfice des personnels des autres membres du réseau et assure une fonction de centrale d'achat et d'appui auprès de ce réseau.

France Travail est composé de 17 directions régionales. Plus particulièrement, la direction régionale Réunion de France Travail est à l'origine du lancement de la présente consultation.

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET QUANTITES DU MARCHE

Le présent marché porte sur l'achat et la livraison de consommables informatiques et de petits matériels informatiques. Il prend la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum et avec un maximum, et conclu avec un seul titulaire.

Le maximum pour toute la durée du marché est fixé à 300 000 euros hors taxes

Les fournitures de bureau, le papier pour la reprographie, les ordinateurs portables, les casques audios ainsi que le mobilier de bureau sont exclus de la présente consultation.

Les toners pour les copieurs multifonction sont également exclus de la présente consultation.

A titre indicatif, pour 2024, le montant des achats relevant du périmètre de la présente consultation s'est élevé à environ 36 000 euros TTC.

Pour 2023, à environ 42 700 euros TTC.

Pour 2022, à 36 500 euros TTC

Pour 2021 39 200 euros TTC.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE

Durée : Le présent marché est passé pour une durée ferme de UN AN à compter de la notification.

Il pourra être reconduit, par reconduction expresse, à l'initiative du pouvoir adjudicateur, par périodes d'une durée de UN AN sans pouvoir excéder une durée totale de QUATRE ANS.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur doit notifier sa décision au Titulaire du marché au moins deux mois avant l'expiration de la période. La reconduction du marché ne sera pas réalisée si aucune décision n'est prise avant ce délai.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non reconduction du marché.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent contrat
- le cahier des charges fonctionnel et technique
- le bordereau de prix unitaires
- la proposition technique du titulaire
- le ou les catalogue(s) tarifé(s) remis par le Titulaire lors du dépôt de son offre

Les avenants le cas échéant conclus en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION

Article 4.1 Emission de bons de commande

Les prestations s'exécutent par émission et transmission au titulaire de bons de commande successifs, émis en fonction des besoins de France Travail. En cas de groupement momentané d'entreprises, ces bons de commande sont transmis au seul mandataire du groupement.

Un bon de commande est obligatoirement émis préalablement à toute livraison.

Les bons de commande, générés par le système d'information SAP, sont transmis au Titulaire par courriel et comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- le numéro et la date d'émission du bon de commande SAP ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, du mandataire du groupement titulaire ;
- le contact France Travail pour la commande
- le nom du site de livraison
- l'adresse de livraison et le lieu de livraison (étage...) ;
- Les consignes de livraison, le cas échéant
- les contraintes spécifiques du site de livraison, le cas échéant
- la désignation des articles,

- la référence France Travail des articles,
- la quantité de produit
- la date de livraison prévue,
- l'adresse de facturation

France Travail se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée du marché. Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière.

Les commandes sont établies sur la base des prix du bordereau des prix (BPU) ou sur le catalogue du fournisseur avec le taux de remise consenti.

Article 4.2 Annulation de la commande

France Travail se réserve le droit d'annuler à tout moment un bon de commande, sous réserve d'en informer le Titulaire dans un délai de quatre heures à compter de la transmission du bon de commande. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que cette annulation n'ouvre pas droit au paiement d'indemnités.

Article 4.3 Désignation des correspondants

Le Titulaire désignera une personne de son personnel comme interlocuteur privilégié de France Travail Réunion pour le traitement des commandes, ainsi qu'un correspondant pour le suivi comptable.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les lettres de commande sont transmises au seul mandataire du groupement, désigné au présent Contrat ; elles ne font en aucun cas l'objet d'une transmission directe de France Travail Réunion à un membre du groupement autre que le mandataire. Dans ces cas, les mails d'annulation mentionné au précédent alinéa sont de la même manière transmis au seul mandataire ou Titulaire du marché.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE LIVRAISON – CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 5.1 Délais de livraison

A compter de la date d'émission du bon de commande validé, le Titulaire s'engage à effectuer la livraison des fournitures commandées dans les délais suivants :

15 jours calendaires maximum pour les articles figurant au BPU ou catalogue restreint
20 jours calendaires maximum pour les articles du catalogue général

Les fournitures commandées sont livrées franco de port. Les coûts de transport et les éventuelles taxes associées sont à la charge du Titulaire.

Toute livraison n'ayant pas fait l'objet d'un bon de commande est refusée de plein droit.

Postérieurement à la date de livraison, le titulaire s'engage à remplacer tout produit déclaré défectueux ou non conforme dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la

décision de remplacement notifiée au titulaire par France Travail.

Tous les frais occasionnés par le remplacement des produits défectueux sont à la charge du Titulaire.

Les candidats sont avisés qu'en cas d'incapacité à respecter le délai contractuel de livraison, France Travail pourra solliciter un prestataire tiers pour pourvoir à ses besoins aux frais et risques du titulaire.

Article 5.2 Points de livraison

La livraison des fournitures se fait sur les différents sites de France Travail Réunion, les jours ouvrés pendant les heures d'ouverture des sites.

L'organisation mise à la disposition de France Travail par le titulaire pour exécuter cette prestation doit donc être adaptée aux besoins du réseau de France Travail.

Le nombre et l'adresse des sites répartis sur l'ensemble du département, indiqués en annexe 1 du présent contrat à titre indicatif, permet au Titulaire d'apprécier la localisation géographique des lieux de livraison.

Toutefois, cette liste pourra être modifiée en cours d'exécution du marché sans affecter l'objet même ni les tarifs proposés. En tout état de cause, la livraison se fera toujours à l'adresse de livraison indiquée sur le bon de commande.

Les livraisons se font à l'intérieur des locaux de chaque structure, y compris en étage ou en sous-sol.

Les consignes particulières de livraison (indication d'horaires d'ouverture, etc.) sont prises en compte dès lors qu'elles sont précisées au moment de la commande.

Article 5.3 Emballage et transport

Les fournitures sont conditionnées et emballées de façon à supporter sans dommage les risques inhérents au transport. Elles sont transportées aux risques et périls du Titulaire.

En cas d'avarie constatée à l'occasion du transport, le fournisseur est dans l'obligation de remplacer à ses frais les produits défectueux. Les délais de remplacement ne peuvent excéder les délais contractuels de livraison.

Dans le cas de livraison de plusieurs colis, le Titulaire est dans l'obligation de fournir avec chaque colis la liste des produits contenus, colis par colis.

Article 5.4 Propriété des fournitures et matériels

Le Titulaire reste propriétaire des fournitures et matériels jusqu'à leur dépôt dans les locaux prévus à cet effet.

Ce dépôt est matérialisé par la signature du bon de livraison par la personne en charge de la réception de la commande.

Article 5.5 Modalités de livraison

Le Titulaire ou le transporteur assure le déchargement des fournitures dans les locaux.

Les livraisons sont effectuées par le titulaire suivant les modalités prévues sur le bon de commande : destinataire, adresse, étage...

Aucun colis ne doit être laissé à l'extérieur des points de livraison.

Les colis livrés en dehors des horaires restent sous la responsabilité du titulaire. La dégradation, le vol ou les dommages provoqués par ces colis sont à la charge du titulaire. Celui-ci en assume le remplacement à ses frais et ce, dans les délais contractuels fixés au présent marché.

Toute livraison égarée du fait du non respect du lieu de livraison indiqué sur le bon de commande est à la charge du titulaire et ne peut pas être facturée à France Travail.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire du marché qui est responsable du mode de transport de ses produits.

Sous réserve de l'accord préalable de l'émetteur du bon de commande, le marché prévoit la possibilité d'effectuer des livraisons partielles lorsque seule une partie des produits commandés est disponible. L'accord de l'émetteur du bon de commande pour la réalisation d'une livraison partielle ne saurait dispenser le titulaire des pénalités de retard encourues.

Tout dépassement des délais contractuels par le titulaire y compris en cas de rupture de stocks peut être sanctionné par des pénalités.

Les fournitures livrées sont accompagnées d'un bon de livraison.

La livraison est constatée par la signature du bon de livraison.

Le titulaire remet un double du bon de livraison au réceptionnaire après le lui avoir fait signer.

Le bon de livraison numéroté comporte les mentions suivantes :

- La date de livraison
- La référence à la commande et au marché ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées désignées par leur référence et leur libellé, et si possible leur répartition par colis s'il y a lieu ;
- les quantités ;
- Le nombre de colis.

Article 5.6 Modalités de réception

Le service réceptionnant les colis peut émettre des réserves écrites concernant les emballages reçus en mauvais état, et, le cas échéant peut refuser la livraison.

Après réception, les fournitures sont vérifiées en quantité et en qualité par le site réceptionnaire.

Vérification quantitative et qualitative :

- En cas d'erreur sur les quantités livrées, le service bénéficiaire de la livraison est en droit de demander au Titulaire :
 1. soit de reprendre à ses frais l'excédent fourni.
 2. soit de compléter sa livraison dans des délais n'excédant pas le délai contractuel prévu à l'article 5.1 du présent contrat.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

- France Travail Réunion se réserve par ailleurs le droit, en cas de malfaçons constatées après déballage ou en cas d'erreur sur les articles livrés :
 1. De refuser les articles fournis et de demander au titulaire le remplacement dans les 3 jours ouvrés du produit défectueux ou non conforme à la commande, aux frais de celui-ci.
 2. De refuser le paiement de la fourniture défectueuse, y compris les frais d'acheminement.

En cas de dépassement de délai, Pole emploi se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 8 du présent contrat.

Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de dix jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de cinq jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de dix jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de cinq jours ci-dessus mentionné. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Réfaction :

Dans le cas où les fournitures ne présentent le degré de qualité attendu au CCFT, les fournitures sont admises avec réfaction. La réception avec réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Cette réduction est appréciée au cas par cas par France Travail. La décision de réfaction est motivée. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision.

Rejet :

Si les prestations ne répondent pas aux spécifications du marché et que France Travail n'est pas en mesure d'en prononcer la réception, la réception avec réfaction ou l'ajournement, il en prononce le rejet. Le rejet peut être partiel ou total. La décision de rejet ne peut être à l'origine d'une modification du délai contractuel. Du fait de ce rejet, France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement.

Les décisions de rejet ou d'admission avec réfaction mentionnées au précédent alinéa sont, sans autre formalité, notifiées au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou envoi au moyen de la plateforme de dématérialisation des marchés.

Article 5.7 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Dans le cas où le Titulaire ne peut exécuter la commande passée par France Travail Réunion, le service gestionnaire du marché se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur pour s'approvisionner, aux frais et risques du Titulaire.

Il en est de même pour le cas où il s'avère, après information prise auprès du Titulaire, que celui-ci est dans l'impossibilité de fournir les produits commandés.

Ces défaillances pourront entraîner la résiliation du marché par France Travail Réunion dans les conditions portées à l'article 14 du présent contrat.

Article 5.8 Obligation de confidentialité

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers au présent marché (y compris le personnel du Titulaire non affecté à la mission, objet du présent marché), pour toutes les prestations et informations qui lui sont confiées ou dont il viendrait à avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le Titulaire s'interdit de diffuser la moindre information concernant le présent marché sauf accord écrit préalable de France Travail.

Pour garantir la confidentialité, le titulaire s'interdit : toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles ; d'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelque forme que ce soit, à d'autres fins que celles de l'exécution du marché.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par France Travail, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Article 5.9 Evaluation Annuelle

Dans le cadre de la certification du processus achat de France Travail selon la norme ISO 9001, l'exécution du marché fait l'objet d'une évaluation annuelle par France Travail. Les modalités de cette évaluation sont précisées au Titulaire préalablement à la première évaluation.

L'évaluation porte sur les éléments structurants suivants :

1. Délais (respect des délais de livraison)
2. Qualité du produit / service
3. Facturation (respect des coûts contrat, modalités de facturation...)
4. démarche qualité et sécurité,
5. Satisfaction globale

France Travail se réserve la faculté de modifier les éléments évalués en fonction des spécificités de chaque marché. Ces modifications sont portées à la connaissance du titulaire dans les meilleurs délais dès lors que France Travail les a définies.

Les résultats de l'évaluation effectuée par France Travail sont communiqués au Titulaire par tout moyen. Un entretien est alors organisé entre France Travail et le Titulaire, au cours duquel celui-ci fait part de ses remarques sur l'évaluation. A cette occasion, un plan

d'amélioration continu est élaboré conjointement si les résultats de l'évaluation le nécessitent. Chaque élément sans exception défini dans ce plan d'amélioration continu est objectivable et fait l'objet d'une date d'échéance de mise en œuvre. Des points intermédiaires dits « de suivi et/ou de progrès » selon les cas sont définis pour s'assurer de l'amélioration continue.

En cas de désaccord, France Travail peut exiger des actions correctives lorsqu'elles sont strictement nécessaires à la bonne exécution du marché.

En cas d'évolution de l'évaluation à la suite de l'entretien, France Travail adresse l'évaluation définitive au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception ou au moyen de la plateforme de dématérialisation.

ARTICLE 6 : CONDITION D'ETABLISSEMENT DES PRIX – VARIATION DANS LES PRIX

Article 6.1 : Contenu des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Pour les fournitures prévues au bordereau des prix, les prix du présent marché sont les prix consentis en euros TTC.

Ces prix comprennent :

- le traitement des commandes : préparation des marchandises, fourniture des emballages adaptés, préparation des expéditions, édition d'un bordereau de livraison numéroté et joint aux envois, conditionnement et étiquetage des colis, gestion commerciale, traçabilité des commandes, gestion des statistiques
- les coûts de transport, les frais de port et les éventuelles taxes associées, livraison franco domicile à l'intérieur des locaux du destinataire (en étage ou en sous sol si commandé),
- les frais liés au déchargement, déballage et enlèvement des emballages vides
- la récupération et le recyclage des cartouches usagées, ou leur destruction en conformité avec les normes en vigueur
- les prestations de pilotage et de gouvernance du marché
- les frais éventuels liés à la reprise des produits défectueux. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix sont réputés complets et comprennent : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, frais d'acquisition de matériels et documentation, participation aux réunions; la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique

Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur à la date du fait générateur.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit obligatoirement faire bénéficier France Travail de toutes les baisses de ses prix publics. France Travail profitera obligatoirement d'un prix public devenu plus avantageux que celui figurant au Bordereau des Prix Unitaires, ce même en dehors de toute opération promotionnelle.

Offre promotionnelle : le titulaire s'engage à faire bénéficier France Travail des prix des offres promotionnelles qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle. Ces prix s'appliquent aux commandes passées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs à ceux résultant de l'application du marché.

Article 6.2 : Modalités de règlement

Les factures sont établies mensuellement, en un exemplaire original, et libellées à l'ordre du directeur régional de France Travail. Elles portent à minima les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché
- le numéro et la date du bon de commande
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, du mandataire du groupement
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET
- la date d'établissement et le numéro de la facture
- la nature des prestations facturées
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant
- le montant total TTC
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées.

Les factures sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou la date de la constatation de la conformité des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le titulaire en informe France Travail par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à la rubrique B des dispositions particulières du présent Contrat.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des pénalités ou réfections imposées.

Article 6.3 : Avance

La notification de tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de 5% du montant TTC du bon de commande considéré.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique D des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter 2ème mois suivant l'émission du bon de commande considéré jusqu'au complet remboursement de l'avance.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique D des Dispositions particulières de Contrat.

Article 6.4 : Ajustement des prix

Les prix sont fermes la première année, puis ajustables par référence aux tarifs propres au Titulaire applicables au public pour chaque période de reconduction éventuelle.

Le taux de remise ne varie pas pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire fait parvenir au gestionnaire du marché ses nouveaux tarifs, par lettre recommandée avec accusé de réception, 30 jours avant la date d'anniversaire de la notification du marché, en cas de reconduction éventuelle. En cas d'absence de transmission des nouveaux tarifs ou si celui-ci ne nous est pas parvenu dans un délai de trente jours, les prix de la période précédente seront considérés comme maintenus.

L'évolution du prix pour un même modèle sera limitée à une augmentation de 3 % par an. Dans le cas où l'application de la révision donne lieu à une augmentation de plus de 3% par rapport au prix initial pour la 1re révision, ou par rapport aux prix issus de la révision précédente pour les révisions suivantes, France Travail se réserve le droit de résilier le marché.

Aucune augmentation des prix ne sera prise en compte en dehors de la présente clause de d'ajustement des prix.

Les prix initiaux du marché s'appliqueront aux commandes passées durant la 1ere année à compter de la date de notification.

Les prix à payer seront ceux applicables à la date de réception de la commande par le titulaire.

ARTICLE 7 : VARIETE DES ARTICLES DISPONIBLES A LA

COMMANDE

Les produits figurant au bordereau des prix unitaires sont ceux le plus couramment utilisés par France Travail.

Le titulaire a l'obligation de faire une proposition pour chaque référence listée au bordereau des prix unitaires, et se met en situation de pouvoir satisfaire à toute commande sur toute référence du bordereau des prix unitaires dans les délais contractuels.

Pour les cartouches et toner, il fait a minima une proposition en marque constructeur.

Les références de toner OEM et remanufacturés ne sont pas substituables entre elles. Le titulaire devra pouvoir donner suite à toute commande qu'elle soit en OEM ou remanufacturé, dans les délais applicables aux commandes sur le catalogue restreint. A défaut, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 8.

D'autres produits, non repris dans ce listing, pourront être commandés pendant la durée du marché. A cet effet, les candidats fourniront un catalogue lors de la remise de l'offre et préciseront la remise sur catalogue accordée hors bordereau des prix. France Travail pourra demander au titulaire d'intégrer des références ne figurant pas au catalogue général.

Le catalogue restreint figurant au BPU peut faire l'objet de modification (substitution ou ajout d'un article) à l'initiative de France Travail aussi bien que du titulaire dans les conditions définies ci après.

La substitution d'un article :

Le titulaire peut, pendant la durée de validité du marché, informer France Travail de l'indisponibilité définitive d'un ou de plusieurs produits (changement de gamme, arrêt de commercialisation, changement de référence, évolution technologique des produits), objet du marché.

Il peut dans ce cas, substituer ces produits par des produits de nouvelle génération à la condition que les besoins exprimés initialement dans le marché ne soient pas modifiés et qu'il s'agisse de produits similaires offrant des capacités, des performances et des fonctionnalités au moins équivalentes à la proposition initiale, et à prix inférieur ou égal.

Le titulaire est tenu de soumettre à France Travail une demande motivée, un mois minimum avant de procéder au changement ou à la modification des fournitures :

- les caractéristiques techniques de l'article initial (le nom, la référence et le prix du produit remplacé)
- les caractéristiques du nouvel article (le nom, la référence et le prix du nouveau produit)
- une comparaison entre les deux articles démontrant que le nouvel article satisfait aux mêmes conditions et est techniquement équivalent ou supérieur à l'article initial. Autrement dit toutes données techniques et financières utiles permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier le produit remplacé et le nouveau produit

France Travail se réserve le droit d'accepter l'intégration des produits de substitution au marché.

Si la proposition est approuvée par France Travail, celui-ci en avise le titulaire dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande motivée, par écrit. Cette évolution n'a pas à être constatée par voie d'avenant. A compter de la notification de cette décision, le titulaire a cinq jours ouvrés pour effectuer la mise à jour du catalogue.

Si la proposition est rejetée, France Travail avise le titulaire dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande motivée, par écrit. A compter de la

notification de cette décision, le titulaire a un délai de 5 jours ouvrés pour présenter une autre proposition.

A défaut d'acceptation de cette nouvelle proposition, France Travail pourra résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 15.2 du présent contrat.

De même, à tout moment, France Travail Réunion peut décider de la non-adéquation d'un article que ce soit par sa non-conformité aux spécifications du BPU (Bordereau des Prix Unitaires) ou à sa qualité défectueuse constatée à l'usage. Dès réception de cette alerte, le titulaire doit proposer dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à France Travail Réunion, un produit de remplacement répondant au même besoin, présentant un niveau de qualité au moins équivalent que celui demandé initialement et dont le prix TTC ne peut être supérieur au prix TTC de l'article supprimé. Le titulaire intégrera cette nouvelle référence dans le catalogue restreint après validation et accord préalable de France Travail Réunion.

L'ajout d'un article :

Le titulaire a toute liberté pour ajouter des références à son catalogue général.

Chaque nouveau produit bénéficiera au moins du même taux de remise que celui applicable à l'ensemble des produits du catalogue général.

ARTICLE 8 : PENALITES

France Travail se réserve le droit d'appliquer au titulaire les pénalités suivantes :

Retard de livraison	50 € par jour calendaire de retard par bon de commande présentant un reste à livrer
Retard de remise des statistiques	50 € par jour calendaire de retard
Rupture de stock déclarée après la commande	50 € par commande
Livraison de produits de qualité défectueuse (non conforme aux spécifications du CCFT)	50 € par livraison
Non respect des modalités prévues au contrat pour la proposition d'un produit de substitution	100 € par produit devant être substitué
Non information sur une campagne promotionnelle	200 € par campagne promotionnelle
Refus de livrer à l'intérieur des locaux	50 € par livraison
Non remise des attestations prévues à l'article 11 du contrat	50 € par semaine de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations, la pénalité s'applique à compter du premier jour calendaire de retard.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de l'obligation dont la non réalisation a donné lieu à l'application de la dite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont réglées par le Titulaire sur demande écrite de France Travail, dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de règlement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'au complet paiement de la pénalité. En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, seul le mandataire est redevable vis-à-vis de France Travail du paiement des pénalités.

ARTICLE 9 : Dispositions particulières

Article 9.1 : Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques constitués en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique 1.5 des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique C des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

Article 9.2 : Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que la mention que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue à l'article 6.3 du Contrat. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées ⁽¹⁾.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 duodécies du règlement n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant maximum du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait :

(1) Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

- un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ;
- une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité russe ou établie en Russie ;
- une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées dans l'un des cas ci-dessus.

Article 9.3 : Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement à France Travail les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 14.2 du présent Contrat.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché, par des tiers. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties concernées.

France Travail ne peut en aucune manière être tenu pour responsable des engagements pris par le titulaire à l'égard des tiers.

ARTICLE 11 : ATTESTATIONS A FOURNIR AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dans les conditions suivantes :

- s'il est établi en France, il produit les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail, soit 5 000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

ARTICLE 12 : PERSONNEL DU TITULAIRE

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le personnel du Titulaire sera soumis à l'obligation de réserve, tant à l'égard du personnel de France Travail Réunion que des prestataires de celui-ci et des visiteurs.

Le Titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel. De ce fait, il s'engage à respecter et à faire respecter sous peine de sanctions les interdictions suivantes qui lui sont faites :

- diffusion à des tiers de toutes informations dont lui-même ou ses préposés peuvent avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la prestation, objet du présent

marché, en particulier les informations visées par la loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978.

- Intervention directe ou indirecte de ses préposés au sein des manifestations du personnel, quelles qu'elles soient.

France Travail Réunion est fondé à réclamer au Titulaire du marché des dommages et intérêts si constat est fait que ces interdictions n'ont pas été respectées. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du Titulaire.

Il est également convenu qu'indépendamment des obligations dont le Titulaire devrait personnellement répondre de son propre chef ou de celui de ses préposés, il répondra des condamnations auxquelles France Travail Réunion pourrait être exposé en raison de la méconnaissance de cet engagement.

ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à courriers-cnild@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : GARANTIES

Au cas où le Titulaire serait, pour des raisons indépendantes de France Travail Réunion, dans l'impossibilité d'assurer les prestations (par exemple, en cas de grève de son personnel) et afin d'assurer la continuité du service, le Titulaire s'engage à proposer de son propre chef des solutions de remplacement à France Travail Réunion.

A défaut, ce dernier se réserve le droit de faire appel à une autre société, aux frais du Titulaire et ce pour garantir la continuité des prestations.

ARTICLE 15 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Article 15.1 : Résiliation unilatérale

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

Article 15.2 : Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les cas suivants :

- a) non respect des dispositions relatives à la sous-traitance ;
- b) lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- c) lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- d) lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté des obligations nées du présent marché ;
- e) lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- f) en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5, D.8222-7 ou D.8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- g) lorsque le titulaire a contrevenu aux obligations de discrétion et de confidentialité du présent marché ;
- h) en cas de refus du titulaire de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail ;
- i) lorsque le titulaire n'est pas à jour du paiement de ses cotisations d'assurance-chômage,

La décision de résiliation, dans les cas prévus ci-dessus, ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. En outre, dans les cas prévus aux points c et d, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite

pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la résiliation prend effet à la date de notification au titulaire de la décision correspondante. La résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'indemnité d'aucune sorte.

ARTICLE 16 : LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher un accord amiable en cas de litige. Cette procédure de règlement amiable des litiges est déclenchée par l'une des parties au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception présentant les griefs dont elle se prévaut. Faute d'obtenir cet accord amiable dans un délai de deux mois à compter de la réception de ce courrier recommandé, les parties conviennent de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution ou interprétation du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail, signataire du marché.

Fait à _____, le _____	Signature du représentant de France Travail :
Signature du représentant du Titulaire : (à revêtir du cachet de la société)	

Annexe 1 au contrat

Liste des sites de France Travail La Réunion

Sites du bassin Nord-Est

- **Direction régionale : 62 boulevard du Chaudron Centre d'affaires Cadjee Bâtiment C 97490 Sainte-Clotilde**
- **Campus Océan Indien 78 rue André Lardy - ZAE La Mare - 97438 Sainte-Marie**
- **Agence de Saint-Denis : 357 rue Maréchal Leclerc, 97400 Saint-Denis**
- **Agence de Sainte-Clotilde : 14 rue Claude Debussy, 97400 Saint-Denis**
- **Agence du Moulin : 4 allée Maureau, 97400 Saint-Denis**
- **Agence de Sainte-Marie : 30 rue André Lardy, 97438 Sainte-Marie**
- **Agence de Saint-André : 494 rue Andropolis, 97440 Saint-André**
- **Agence de Saint-Benoît : 4 rue des Glaïeuls, 97470 Saint-Benoît**

Sites du bassin Sud-Ouest

- **Agence de La Possession : 15 rue du Moulin Joli, 97419 La Possession**
- **Agence du Port : 23 rue Sully Prud'Homme, 97420 Le Port**
- **Agence de Saint-Paul : 6 route Savannah, 97460 Saint-Paul**
- **Agence de l'Eperon : 2 rue Fond Genereuse, 97460 Saint-Paul**
- **Agence de Saint-Leu : 1 rue Galabé, 97436 Saint-Leu**
- **Agence de Saint-Louis Bel Air : 20 rue de l'Etang, 97450 Saint-Louis**
- **Agence de la Rivière Saint-Louis : 64 A route de Cilaos, 97450 Saint-Louis**
- **Agence de la Ravine des Cabris : 403 chemin Boeuf, 97410 Saint-Pierre**
- **Agence de Saint-Pierre : 40 rue François de Mahy, 97410 Saint-Pierre**
- **Agence du Tampon : 251 rue Hubert Delisle, 97430 Le Tampon**
- **Agence de Saint-Joseph : 40 rue du Général de Gaulle, 97480 Saint-Joseph**